

L'Europe sociale, ses effets en Wallonie et ses perspectives

Fanny Sbaraglia

Centre d'étude de la vie politique
Université libre de Bruxelles

Lire et Écrire

Séminaire Alpha et formation professionnelle : des modèles multiples
Namur, le 3 décembre 2019

Et pour vous l'Europe sociale, qu'est-ce que ça signifie?

www.wooclap.com/DSZLDJ

1. L'Europe sociale, du Traité de Rome à nos jours
2. Les effets de l'UE sur les politiques sociales wallonnes
3. Le FSE 2021-2027, quelles perspectives ?



Signature du Socle européen des droits sociaux,
Bruxelles, 17 novembre 2017



Manifestation syndicale, 18 mars 2019, Namur

1. La politique sociale de l'UE, du Traité de Rome à nous jours

Utiliser le FSE comme traceur de changement

- Objectifs de la politique sociale
- Prise de décision au niveau européen

Création du FSE – Traité de Rome 1957

« Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché commun et de contribuer ainsi au **relèvement du niveau de vie**, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un Fonds social européen qui aura pour mission de promouvoir à l'intérieur de la Communauté **les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs** ». (Art. 123, Traité de Rome, 1957)

→ Objectifs

Ajustement à
l'ouverture du marché
unique

Mobilité
géographique,
reconversion et
mobilité des
travailleurs



→ Prise de décision

Un **comité intergouvernemental** vérifie les preuves comptables et l'éligibilité des dépenses

Quotas par pays (au prorata de leur participation au budget)

Remboursement a posteriori des dépenses faites par les États

Remboursements automatiques



→ **Modèle intergouvernemental (chaque État gère ses politiques sociales) et keynésien (État participe pleinement aux politiques sociales)**

Extrait « Formulaire de présentation au FSE – Demande de remboursement de dépenses consacrées à la réinstallation à l'intérieur d'un pays de la Communauté », 1963

5	<p>a) Nombre total des travailleurs en chômage réinstallés et réemployés (dans les conditions prescrites par le règlement n° 9) entrant dans le calcul du montant visé au point 2.</p> <p>b) Numéro de la note annexe exposant, sous forme de tableau(x), la répartition des travailleurs dénombrés sous a), par métier ou, à défaut, par branche d'activité.</p>	<p>a)</p> <p>b)</p>
6	<p>Sur l'ensemble des travailleurs dénombrés au point 5 a), nombre de ceux qui étaient :</p> <p>privés de tout emploi salarié ou indépendant et</p> <ul style="list-style-type: none"> — âgés d'au moins 18 ans (a) — âgés de 16 à 18 ans (b) <p>dans une situation de sous-emploi prolongé (c).</p>	<p>a)</p> <p>b)</p> <p>c)</p>
7	<p>Caractéristiques de la réinstallation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> — ancien et nouveau lieux de résidence, — date de réinstallation du travailleur, — date de commencement effectif du travail. 	

En 1971, quelques modifications réglementaires majeures

→ Objectifs

Abandon des définitions communes → **Catégories d'intervention**

Actions ponctuelles quand un grand nombre d'emploi est menacé

Actions transversales dans des secteurs ou pour des catégories de travailleurs spécifiques (textile et l'habillement, les travailleurs migrants, les femmes ou les chômeurs de longue durée)

Aides spécifiques à certaines régions (Mezzogiorno, Irlande, Groenland etc)

→ Prise de décision

Autorisation préalable de la Commission européenne – Évaluation ex-ante

Méthode par sondage pour vérifier les dépenses

Objectifs

Passer d'assurances sociales collectives (keynésiennes) à la gestion individuelle du risque

Delors, social-démocratie

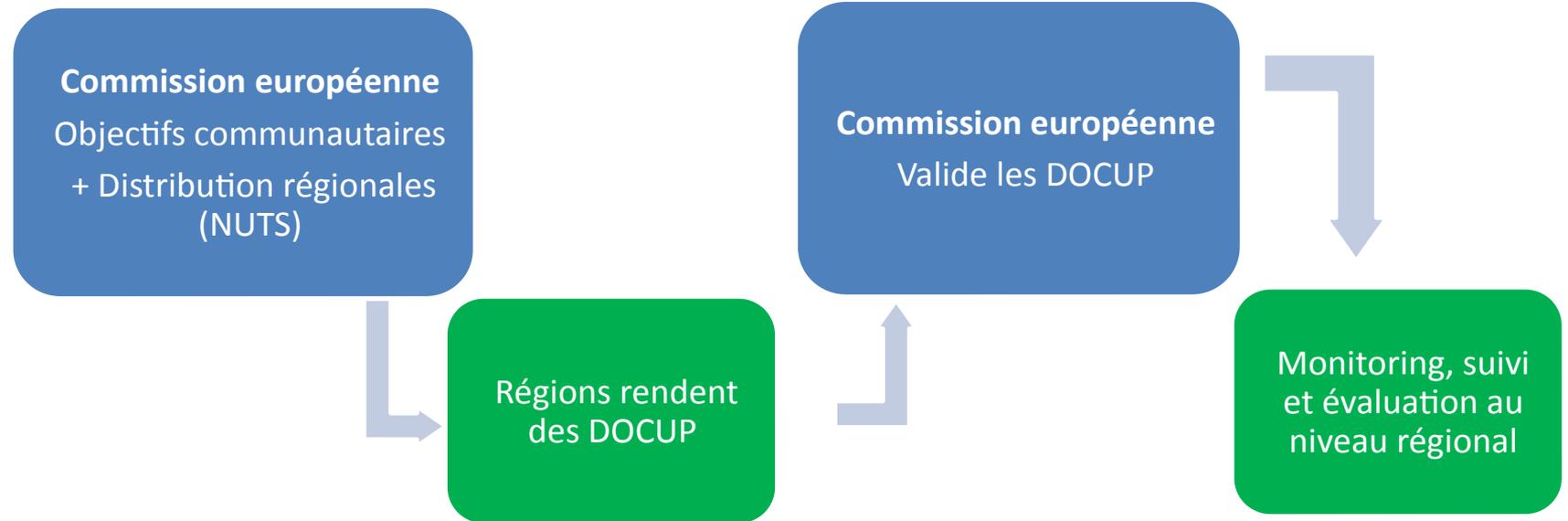
- Plus de ressources financières
- Axé sur l'emploi

Thatcher, le néolibéralisme

- Coordination
- Partenariats
- Programmation
- Additionnalité



→ Prise de décision



→ **Méthode communautaire (la Commission joue un rôle prépondérant) et les principes des fonds structurels tendent à affaiblir l'État dans la mise en œuvre**

Intégration des pays d'Europe Centrale et Orientale

- Conditions d'entrée (Critères de Copenhague)
 - Politique (démocratie, état de droit, protection des minorités etc)
 - Économique (économie de marche, concurrence etc)
 - Acquis communautaire
- Utilisés comme conditions d'obtention des programmes Phare

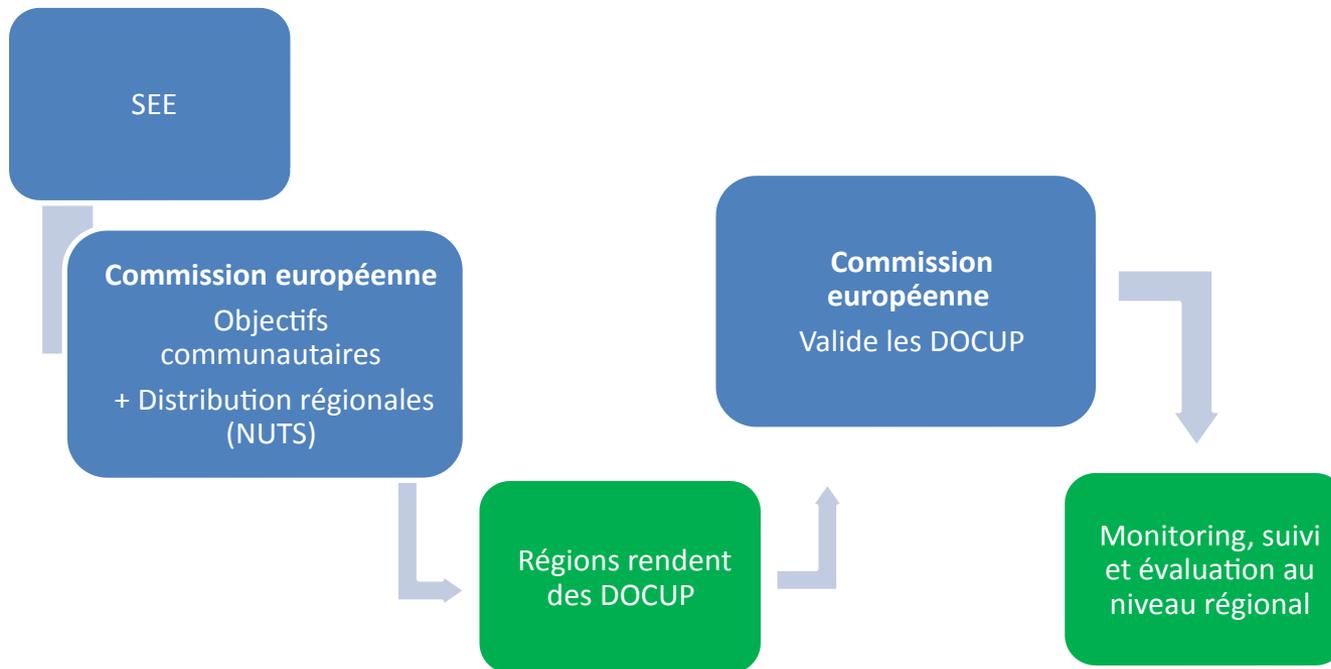


→ Objectifs

plein emploi, la qualité et la productivité du travail et la cohésion sociale

→ Prise de décision

Les objectifs poursuivis par le FSE doivent tendre vers ceux de la SEE



ULB 2014 à nos jours, investir dans le social

→ Objectifs

Sortir l'Europe de la crise économique et relancer la croissance

Comment? En investissant dans le **capital humain**

Méthode de l'investissement social = réforme globale de l'État social entre néolibéralisme et keynésianisme

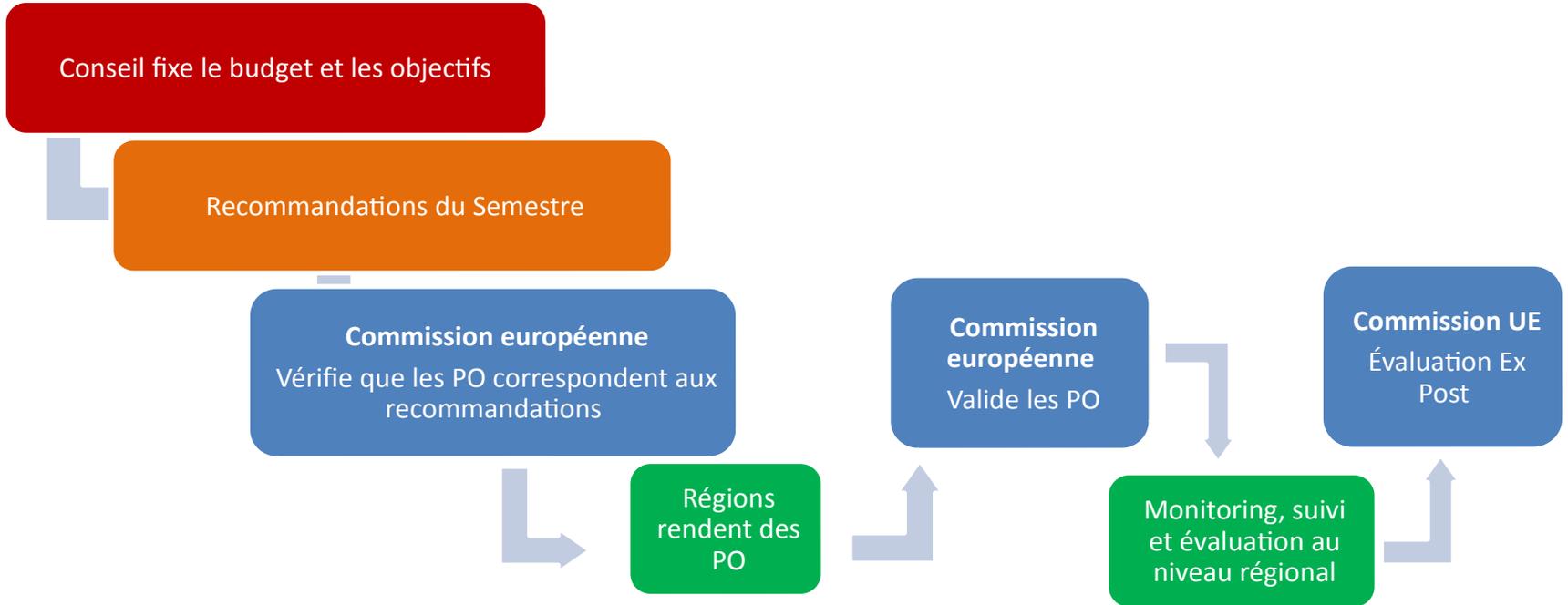
Prévenir plutôt que guérir (accent mis sur la petite enfance, l'enseignement, l'orientation professionnelle etc)

Les dépenses sociales doivent être directement contribuer à l'économie (métiers en pénurie)



ULB 2014 à nos jours, investir dans le social

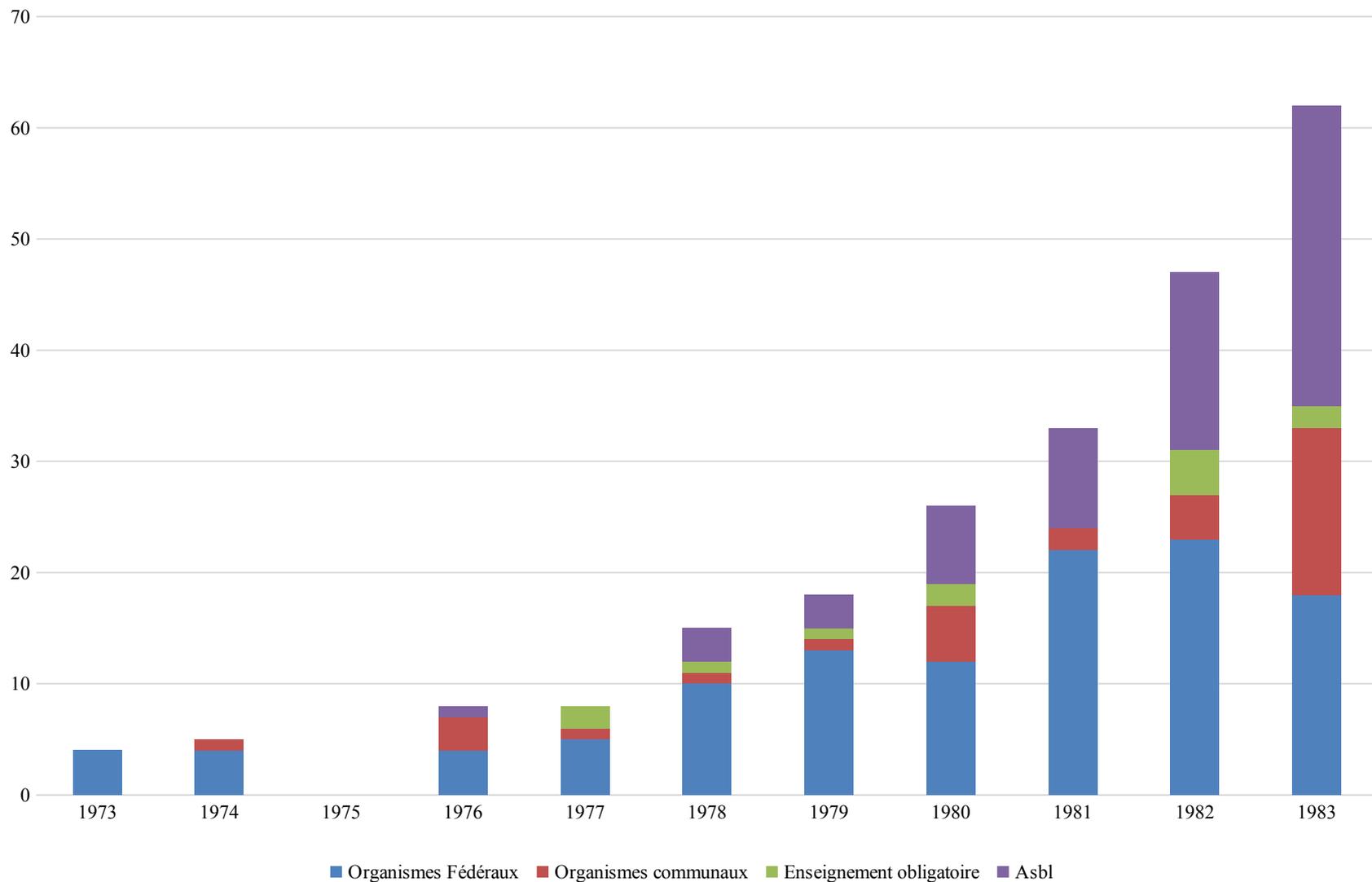
→ **Prise de décision**





2. Les effets de l'UE sur les politiques sociales wallonnes

Nombre d'actions financées par catégories d'opérateurs (1973-1983)



L'importance donnée à l'orientation socioprofessionnelle et à la valorisation des compétences

La logique de projet – effets sur la mise en œuvre

- Mise en œuvre rationalisée et hiérarchisée
- Coopérer, coordonner et contrôler (externaliser la gestion du risque)

La logique de projet – effets sur les opérateurs

Apprentissage instrumental

Adaptation des méthodes de travail et de coordination

Une constante gymnastique intellectuelle

Polysubventionnement

Gestion de l'incertitude (financière et RH)

Apprentissage stratégique

Écriture des projets en fonction des évaluations précédentes

Apprentissage politique

Concurrence ou pas concurrence

Objectifs de la Politique de cohésion 2021-2027

- **une Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises;
- **une Europe plus verte et à zéro émission de carbone**, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique;
- **une Europe plus connectée**, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique;
- **une Europe plus sociale**, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé;
- **une Europe plus proche des citoyens**, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

Objectifs du FSE+

- **Fusion de l'actuel Fonds social européen (FSE)**, de l'initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ), du Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD), du programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) et du programme «Santé» de l'UE
- Liens renforcés avec les **recommandations du Semestre**
2 cycles de définition des priorités – au début et à l'évaluation mi-parcours des PO
→ *Accroître les synergies et rationaliser la mise en œuvre*
- **Trois grands domaines:**
 - 1) l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie;
 - 2) l'efficacité des marchés du travail et l'égalité d'accès à un emploi de qualité;
 - 3) l'inclusion sociale, la santé et la lutte contre la pauvreté.

ULB Le FSE 2021-2027, quelles perspectives?

Budget et gestion administrative

101,2 milliard du budget européen

25% pour l'inclusion sociale

Minimum 4% pour la lutte contre la privation matérielle

10% pour les NEET (si taux supérieur à la moyenne européenne)

761 millions pour l'emploi et l'innovation sociale

413 millions pour le volet santé

Coûts forfaitaires standards renforcés dont certains imposés par la Commission (= moyenne des prix européens de la formation professionnelle + pondération nationale)